

Termes de référence pour le recrutement d'un(e) consultant(e)

Capitalisation sur les démarches de mise en œuvre de projets de territoire en zones sèches incluant la gestion durable des terres et agroécosystèmes portés par les acteurs français de la solidarité internationale

1. Contexte de la demande

1.1. Présentation du CARI

Le [Centre d'Actions et de Réalisations Internationales](#) (CARI) est une organisation non gouvernementale (ONG) qui intervient depuis 1998 pour l'amélioration du mode de vie des populations rurales vivant dans les zones arides et sèches, entre autres au Maghreb et au Sahel.

- Il agit dans le domaine du développement rural et de la lutte contre la dégradation des terres et des agroécosystèmes, sous les effets de la désertification et des changements climatiques.
- Il vise l'amélioration des conditions de vie des populations locales et la lutte contre la pauvreté.
- Il concentre son action sur la gestion et la valorisation des ressources naturelles dans une optique de développement durable.

Pour atteindre ses objectifs, le CARI s'appuie sur les principes et approches de l'agroécologie et de la participation pour agir, interpeller et mobiliser aussi bien à travers la mise en œuvre de projets de terrain au Sud que dans la mise en place et la facilitation de réseaux d'acteurs et programmes de développement. Pour le CARI, il est important que les sociétés civiles se regroupent en réseaux : ainsi organisés et mieux structurés, les acteurs locaux mutualisent leurs compétences, ont davantage de poids face aux décideurs et participent directement à l'amélioration des actions de la société civile. À ce titre, les actions de terrain et de plaidoyer du CARI sont menées en partie au travers des réseaux d'acteurs qu'il coordonne ou anime : le [Groupe de Travail Désertification](#) (GTD - plateforme française d'associations, de scientifiques, de collectivités et acteurs privés), le [Réseau Sahel Désertification](#) (ReSaD - réseau de plateformes en France, Mali, Niger, Burkina Faso) et le [Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis](#) (RADD - réseau d'associations Maroc, Algérie, Tunisie, Mauritanie, Tchad et Niger).

1.2. Présentation du GTD

Le [Groupe de Travail Désertification](#) est un réseau français d'acteurs de la solidarité internationale engagés dans la lutte contre la désertification. Il regroupe des ONG, des scientifiques, des structures privées et des collectivités locales. La mission que se fixe le CARI en animant le GTD est de renforcer les capacités de ces organisations à agir sur la LCD et la GDT et à être force de propositions et d'influence.

Dans ce cadre, des échanges sont régulièrement organisés entre les membres du GTD autour de pratiques et techniques en lien avec la lutte contre la désertification en zones sèches, dans une visée d'accroissement de leurs capacités d'action et de portage d'innovations.

1.3. Intérêt pour les approches territoriales

Depuis plusieurs années, le CARI et ses partenaires ont souhaité inscrire d'avantage leurs actions en faveur de la lutte contre la désertification, dans des approches de développement territorial en s'appuyant sur plusieurs constats :

- **Repositionner les pratiques de gestion durable des terres dans des approches plus intégrées aux échelles territoriales**

Dans les zones arides et sèches, les acteurs de la lutte contre la désertification mènent souvent leurs interventions à l'échelle des espaces cultivés, pâturés ou boisés, en accompagnant les paysans et éleveurs sur l'adoption de pratiques durables pour la mise en valeur de ces espaces (aménagement, agriculture, reboisement, pâturage durable, etc.) Or, pour garantir la pérennité de ces pratiques, il est nécessaire de repositionner les ressources naturelles et leurs usagers dans leur territoire **géographique** (répartition des ressources et interaction entre elles), **politique** (droits foncier, gouvernance traditionnelle, etc.), **économique** (filières agricoles, animales, produit forestiers, etc.) et **socio-culturel** (multiples usagers autour de mêmes ressources).

- **Définir les actions dans les territoire en incluant tous les acteurs**

Les pratiques de gestion durable des terres et les interventions de restauration ou de préservation des ressources naturelles ont également plus de chance d'être appropriées et durablement effectives si elles sont coconstruites et décidées de manière participatives avec tous les acteurs concernés.

- **Accompagner les collectivités locales dans la prise en main de leur rôle de planification et de gestion territoriale**

Les processus de décentralisation, plus ou moins aboutis, confient aux collectivités territoriales les compétences sur la gestion des ressources naturelles. Les élus locaux et les services techniques déconcentrés ont donc un rôle essentiel à jouer pour rechercher et mettre en œuvre des solutions face à la désertification, qui soient adaptées aux situations et besoins de leurs territoires, et acceptées par tous les acteurs concernés par leur mise en œuvre. Cependant, dans les zones arides et sèches, la lutte contre la désertification et la gestion durable des terres et des agroécosystèmes sont peu intégrées dans les priorités d'intervention fixées par les collectivités à travers leur plans de développement. Par ailleurs, les délégations de compétences et de responsabilités, prévues par les lois de décentralisation ne se sont que faiblement accompagnées d'un transfert de ressources. Les collectivités rurales ont peu de moyens humains formés et un accès limité aux financements qui leur permettrait d'être force de proposition pour le développement de leurs territoires, mais aussi d'assurer une coordination des actions qui y sont menées par les opérateurs externes.

1.4. Antécédents du CARI et de ses partenaires dans le domaine

De 2015 à 2018, dans le cadre du projet FLEUVE (UE, MM), le CARI a animé une série d'échanges avec ses partenaires des réseaux GTD, ReSaD, RADD0 et Drynet, ainsi que des acteurs associatifs, institutionnels et scientifiques de 5 pays du Sahel, autour de l'inclusion de la lutte contre la désertification dans les plans de développement des territoires et du renforcement des capacités des collectivités locales pour la mise en œuvre de ces plans de développement.

Ce processus d'échange, qui a permis de capitaliser les expériences de plus de deux-cent organisations, a abouti à la construction et la mise en œuvre d'un [module de form'action des collectivités locales au montage de projets de gestion durable des terres](#).

Les form'actions s'adressent aux élus et représentants des services techniques déconcentrés des communes, et permet de les former sur le montage de projets de territoires tout en les accompagnant à travers des séances en salle et sur le terrain à monter leur propre microprojet extrait de leur plan de développement. Cet outil pédagogique a été accueilli positivement par les acteurs du développement, au Nord comme au Sud. Si les premières form'actions réalisées au Sahel ont bien permis de monter des microprojets opérationnels, force est de constater qu'elles ne suffisent pas à rendre les collectivités autonomes pour proposer et mettre en œuvre des actions de gestion durable des terres¹.

¹ Document de capitalisation sur la démarche : <http://www.resad-sahel.org/Publications/Accompagner-les-communes-a-prendre-en-main-la-gestion-durable-des-terres-dans-le-cadre-de-l-Initiative-pour-une-Grande-Muraille-Verte-au-Sahara-et-au-Sahel>

Le CARI souhaite donc renforcer son expertise et celle de ses partenaires dans l'optique d'inscrire davantage les actions de lutte contre la désertification et de gestion durable des terres dans des approches territoriales.

2. Objectifs de l'étude

L'étude de capitalisation a pour objectif de **mieux appréhender la diversité des approches territoriales mises en place par les acteurs français de la solidarité internationale**, dans l'optique de communiquer sur ces approches et de renforcer les autres acteurs qui s'y intéressent.

Plus spécifiquement il s'agira de :

2.1. Identifier et analyser les pratiques actuelles des acteurs français de la solidarité internationale en matière d'appui à la définition et la mise en œuvre de projets de territoires

Des ONG, associations et collectivités françaises, engagées dans des thématiques connexes à la lutte contre la désertification (environnement, agriculture, gestion des ressources en eau, développement de filières économiques, etc.), en particulier dans les zones sèches et arides, inscrivent leurs interventions dans des démarches territoriales à travers une diversité de projets et pratiques.

L'étude permettra d'identifier les acteurs, leurs pratiques et approches du développement territorial. Il s'agira de s'intéresser à ces approches de manière opérationnelle donc à travers le prisme des actions concrètes menées sur le terrain par les acteurs français : les projets de territoires constitueront autant d'études de cas servant de base à l'analyse transversale.

2.2. Identifier et analyser ce qui permet la construction des approches territoriales

L'étude permettra d'identifier et d'analyser ce qui a permis aux acteurs français de la solidarité internationale de construire leurs pratiques et approches. Il s'agira aussi bien des formations existantes en la matière, de l'appartenance à des communautés de pratiques, des collaborations avec des scientifiques etc. Il s'agira ainsi de pouvoir mieux informer sur les appuis dont les acteurs français peuvent bénéficier.

3. Résultats attendus

Ce travail de capitalisation servira au CARI et à ses partenaires qui souhaitent intégrer des approches territoriales dans la mise en œuvre de projets de lutte contre la désertification en leur fournissant des retours d'expériences illustrées par leurs résultats, faisant ressortir :

- Les prérequis concernant la mise en place d'approches territoriales
- Les facteurs de réussite
- Les limites et points d'attention à prendre en compte

D'autre part, ce travail accompagnera le renforcement des compétences des membres du GTD par le partage d'expérience et la capitalisation de pratiques.

Les membres du GTD ne sont pas tous positionnés de la même manière sur les approches territoriales et ont des expériences différentes, plus ou moins développées. L'implication des membres du GTD (associations et scientifiques) durant l'étude à travers un ou plusieurs temps de réflexion collective en petits groupes animés par le consultant, puis le partage des résultats de l'étude lors d'un atelier élargi

à tous les membres du GTD, leur permettra de renforcer leurs capacités et de bénéficier d'une base de connaissances pour développer leurs interventions dans le cadre d'approches territoriales.

4. Livrables

- Un rapport de cadrage présentant la démarche de l'étude, les résultats du recueil d'information et de la revue bibliographique, et leur analyse critique. Ce rapport sera présenté et servira de support à la rencontre de partage d'expériences auprès des membres du GTD.
- Un document de capitalisation d'études de cas (5 à 8 projets de territoires), largement illustré (schémas, photos...) intégrant les compléments d'analyses et tenant compte des orientations faisant suite à la rencontre de partage d'expériences. Ce document de capitalisation visera un public de "développeurs", de responsables de collectivités territoriales et des services techniques déconcentrés, aussi le consultant s'assurera-t-il que le livrable soit opérationnel et non pas formaté pour un public de scientifique.
- Les annexes : fiches "projets de territoires" (5 à 8 fiches), bibliographie utile, base de contacts...
- Tout autre document jugé utile

5. Calendrier prévisionnel

Démarrage de la mission : janvier 2021

Atelier de partage du rapport de cadrage avec les membres du GTD : mars 2021

Rendu des livrables provisoires et discussion avec le groupe de suivi : mai 2021

Rendu des livrables finaux et atelier de restitution aux membres du GTD : juin 2021

6. Méthodologie et profil du consultant

Le consultant réalisera l'étude à partir de recherche documentaire, d'entretiens individuels ou collectifs auprès d'un panel d'acteurs de la solidarité internationale, et en mobilisant ses propres connaissances.

Groupe de suivi : un groupe de suivi au format volontairement réduit et opérationnel sera mis en place. Il intégrera des acteurs de la solidarité internationale et scientifiques membres du GTD qui appuieront le consultant aux différentes phases de l'étude. A cette fin, plusieurs réunions seront organisées à distance entre le groupe de suivi et le consultant notamment pour le cadrage de la mission, le partage du rapport de cadrage et la préparation de l'atelier de restitution des résultats élargi à tous les membres du GTD.

Les membres du groupe de suivi appuieront également le consultant dans l'identification des organisations et des projets de territoires à cibler pour les travaux de capitalisation.

Le ou les consultant(s) devra(ont) disposer de :

- Expérience et connaissance du contexte de la solidarité internationale
- Expérience et connaissance des contextes de la décentralisation dans les pays du Sud
- Connaissance du domaine du développement territorial

- Capacité d'animation et maîtrise des techniques d'entretien
- Capacités d'analyse critique
- Capacité rédactionnelle en matière de capitalisation et de vulgarisation des résultats

Modalités financières et remise des propositions

La proposition financière du prestataire est estimée à 10 000 euros TTC et devra inclure tous les frais liés à l'exercice de la mission.

Les propositions des prestataires devront comprendre les éléments suivants :

- Proposition technique détaillant la compréhension de ces TDR et les éléments de méthodologie
- Budget détaillé
- CV actualisé
- Références en matière de travaux d'étude et de capitalisation
- Tout autre élément jugé utile par le prestataire

NB : La proposition devra tenir compte du contexte sanitaire actuel et de ses conséquences possible en termes de déplacements et rencontres.

Les propositions sont attendues au plus tard le **22 novembre 2020**. Elles sont à envoyer par mail à sahel@cariassociation.org